Le Conseil,

Vu le rapport du 11 septembre 1996, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Le schéma d'aménagement des berges de la Saône et du Rhône, dit plan bleu, propose d'aménager plusieurs haltes fluviales dans le val de Saône afin de rétablir la liaison entre la Saône et les centres urbains et pour permettre le développement de la pratique de la plaisance, des loisirs nautiques et du tourisme fluvial.

A ce jour, sept haltes fluviales ont été réalisées.

Le projet qui vous est présenté concerne la construction d'une halte fluviale sur la rive gauche de la Saône, juste à l'aval du pont Général Leclerc, face à la place Carnot. Ce site est accessible depuis le quai Jean-Basptiste Simon par un cheminement qui descend sur la berge et passe sous le pont. Cette halte est destinée à accueillir les bateaux de tourisme ou de plaisance pour des périodes de courte durée.

La maîtrise d'oeuvre a été confiée à madame Manuelle Gautrand, architecte. Il s'agit d'un apponement fixe, de 24 mètres de long, constitué d'un platelage de bois d'ipé sur une ossature métallique soutenue par des pieux. Le coût total de cette opération est estimé à 1 000 000 F TTC.

Conformément à l'avis favorable de monsieur le vice-président chargé des marchés publics, en date du 29 juillet 1996, les travaux qui se décomposent en trois lots seraient dévolus par voie d'appel d'offres restreint :

- lot n° 1 - fondations et maçonnerie,
- lot n° 2 - métallerie,
- lot n° 3 - platelage de bois.

B - Propose d'approuver le projet présenté, d'accepter la procédure d'appel d'offres restreint pour la dévolution des marchés de travaux et les offres retenues pour valoir actes d'engagement, de l'autoriser à signer tout document relatif à cette opération, notamment les marchés de travaux ainsi que tout document contractuel y afférent ainsi que la demande d'occupation du domaine public fluvial, à l'emplacement du projet, auprès de Voies navigables de France, gestionnaire du domaine et de fixer l'imputation de la dépense ;

C - Précise que les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Vu le présent dossier ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Oùï l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve le projet présenté.

2° - Accepte la procédure d'appel d'offres restreint pour la dévolution des marchés de travaux et les offres retenues pour valoir actes d'engagement.

3° - Autorise monsieur le président à signer tout document relatif à cette opération, notamment :

a) - les marchés de travaux ainsi que tout document contractuel y afférent,

b) - la demande d'occupation du domaine public fluvial, à l'emplacement du projet, auprès de Voies navigables de France, gestionnaire du domaine.

4° - Décide que les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

5° - La dépense à engager pour cette opération, d'un montant de 1 000 000 F TTC, sera prélevée sur les crédits inscrits au budget primitif de la Communauté urbaine pour le compte du service espaces publics - exercice 1996 - sous-chapitre 905-4 - article 235-1 - dossier n° 2 097-85.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,